

Non aux syndicats indignes - 1/2

Halte à la prise en otage de la France par des syndicats vieillissants et recroquevillés sur leurs corporatismes ! Combattons les mamouths de la baronnie syndicale française !

Mes chers concitoyens,

Le 3 juin prochain, comme ce fut déjà le cas le 25 mai dernier, l'immense majorité des français ne bénéficiera pas des moyens logistiques de transport (cars affrétés de la France entière etc.) pour lui permettre de venir dire qu'il en ont marre des grèves et que l'égalisation de la durée de cotisation pour les retraites à 40 ans est bien la moindre des réformes qu'il faille conduire. Les médias ne donnent pas non plus la parole à ces français auxquels n'ont que leurs mails, leurs fax et leur volonté pour diffuser leurs réactions.

Aujourd'hui, à la veille d'une journée de blocage de notre pays, je veux dire non ! Non à l'attitude de syndicats indignes, et lancer un appel à la mobilisation des personnes qui pourront se réunir pour manifester contre la grève ou manifester par toutes les façons leur hostilité à la paralysie de l'économie par quelque uns ! Aujourd'hui quelque chose est différent : pour une fois, les français commencent à réagir contre les grèves à répétition.

Les français anti-grèves ne sont rien aux yeux des syndicats, rien sinon des citoyens anonymes, juste bons à maugréer en silence. A vous, à nous de leur prouver, ensemble, que désormais, il faudra compter avec nous : la majorité silencieuse qui n'a plus l'intention de se taire !

Vous êtes jeunes, étudiants, lycéens ou collégiens, vous suivez des cours et passez des examens, mais vous n'aurez pas de bus le 3 juin, vous payez votre carte orange, mais vous n'aurez pas de métro le 3 juin. Plus tard, vous paierez des impôts, mais vos enfants n'iront pas à l'école.

Aujourd'hui, je suis en colère. Je suis très en colère !

Comment peut-on accepter que notre démocratie soit laissée en proie au bon vouloir de syndicats ne dépassant pas 20 % à des élections professionnelles, élections par ailleurs désertées par les salariés ? Du politique, élu au suffrage universel, ou du responsable médiatico-syndical, qui est légitime ? Où sont les partenaires sociaux là où on ne voit que des adversaires de la société ? Qui sont ces syndicalistes qui ne représentent qu'eux-mêmes ? De quel droit nous privent-ils de notre Liberté de circulation, d'action, et même d'expression !

Si ensemble nous manifestons, la voie de la liberté s'élèvera enfin contre la cacophonie des intérêts corporatistes. Elle bourdonne déjà aux oreilles des magnats de FO, de la CGT et de Sud. Il est temps de dire à ces terroristes de l'action sociale, à ces preneurs en otage de l'opinion publique, que nous en avons assez !

Il est temps de rappeler aux hommes politiques, eux que nous avons élus et qui nous gouvernent que nous attendons d'eux de la détermination !

Nous n'allons pas nous résoudre à la fatalité des grèves chroniques et des baronnies syndicales ! Voilà le véritable mot d'ordre de notre mobilisation !

Car oui, la grève est un droit. Mais certainement pas un devoir, comme semblent le croire ces manifestants perpétuels !

Nous attendons des syndicats qu'ils se comportent de façon responsable, et non pas en bastions de

Non aux syndicats indignes - 2/2

conservatismes égoïstes !

Nous devons exprimer notre colère. Mais cela n'est pas suffisant. Comme l'écrivait le poète Goethe, "Rien n'est vrai qui n'est fécond". Aussi, nous devons préparer dès aujourd'hui le changement prochain. Nous devons transformer notre colère en une action nouvelle.

Il y a des questions qui ne sauraient être laissées sans réponses :

- Qui demain paiera nos retraites ? Pensez-vous que ce seront les fonctionnaires de la SNCF, de la RATP, de l'Education Nationale ou encore de la Poste, eux qui sont tous à l'abri d'un statut "spécial" auquel aucun politique n'ose pour le moment s'attaquer ?

- Qui après-demain paiera les retraites de nos enfants et petits-enfants ? Pensez-vous que ce seront les syndicats SUD-Rail, CGT ou faut ?

A ces questions, nous, jeunes citoyens, devons exiger des réponses ! La réforme entamée par le Gouvernement est un premier pas heureux, heureux mais encore insuffisant. Mais comment aller plus loin, alors que déjà se hérissent les conservatismes ? Le gouvernement ne doit pas céder à la pression de la rue.

Il doit préserver nos Liberté individuelles fondamentales, comme celles de prendre le train, le métro, le bus, que nous payons avec nos impôts !

Soyons des résistants ! Des précurseurs du changement ! La loi du silence est tombée ! Nous ne nous taisons plus !

Nous avons le devoir de faire reculer les syndicats et de faire gagner la véritable justice sociale, c'est à dire l'égalité entre tous les citoyens contre les privilèges d'une minorité !

Résistons pour que demain soit un jour différent, un jour de Liberté !!!